

Tour d'Europe (1/4) / Le scrutin européen débute ce jeudi

« Forte demande d'Europe »

ENTRETIEN

François Foret est directeur des recherches politiques à l'Institut d'études européennes de l'ULB. Il a répondu à nos questions sur les élections européennes, qui débute ce jeudi au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

L'abstention va-t-elle remporter les élections européennes ?

Oui, la tendance va se confirmer. Mais quelques points de participation, c'est à la limite secondaire. Ce qui est plus important, c'est qu'on retrouve l'incapacité à mobiliser véritablement, qu'on avait expérimentée lors des dernières élections européennes.

Incapacité à mobiliser ?

On demande aux citoyens de prendre ces élections au sérieux, mais finalement ils devraient être les seuls à les prendre au sérieux. Puisque ni les partis ni les gouvernements nationaux, ni les médias ne les prennent véritablement au sérieux. Donc, on demande aux citoyens d'être héroïques et de sauver les élections de ceux qui les organisent. Il ne s'agit pas de stigmatiser les acteurs européens, même s'ils ont leur part de responsabilité, par exem-

L'ESSENTIEL

● L'heure du « Bof » ?

François Foret, de l'ULB, décèle tout de même une réelle volonté d'Europe chez les Européens.

● Pendant le reste de la semaine, nous allons visiter les principaux pays de l'Union.

ple dans le fait de prendre de l'avance sur l'agenda et d'ores et déjà de se rallier à une reconduction de Barroso. Ils prient les élections d'enjeu. Et les forces présentes au Parlement européen suivent en cela les gouvernements nationaux.

Le Parlement européen fait beaucoup de bruit pour rien ?

Le Parlement est composé d'hommes et de femmes qui sont soumis pour leur réélection à des instances nationales. Il reste donc traversé par des déterminants

nationaux même si, dans son fonctionnement, il a une marge d'autonomie.

Voyez-vous une vague eurosceptique déferler sur l'Union ?

J'utilise le plus rarement possible ce mot. Il faut différencier l'opposition à des politiques européennes et l'opposition à l'Europe. Encore aujourd'hui, l'idée européenne continue à bénéficier d'un a priori positif. On est contre une certaine Europe, contre des politiques sectorielles européennes. Deuxième point : ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle qu'il y ait des forces critiques qui prétendent intégrer le Parlement européen. Ce qui fait la force d'une démocratie, c'est sa façon d'organiser le conflit.

Les Tories et l'ODS tchèque ne sont-ils pas contre l'Europe ?

Non, je ne crois pas. Ce n'est pas une contestation du principe même de l'intégration européenne. C'est une discussion de ses modalités. La vraie question, c'est : peut-on avoir des clivages forts au sein du Parlement sans que ça bloque les délicats mécanismes de négociation et de compromis nécessaires pour que l'institution puisse fonctionner ? Mais les institutions européennes ont fait la preuve

de facultés d'adaptation, dans les différentes crises qu'elles ont connues.

Ce sont vingt-sept votes nationaux...

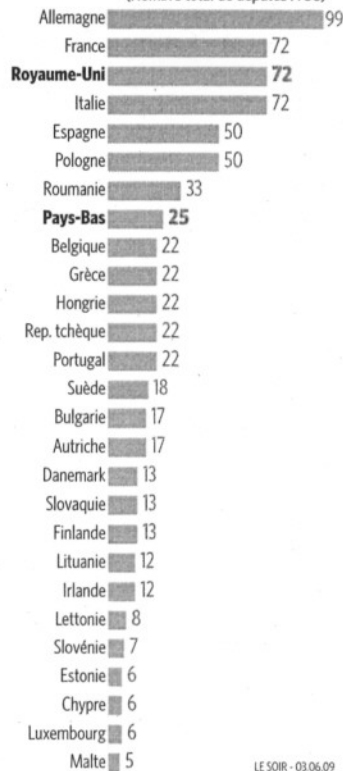
Oui, on est toujours dans des campagnes nationales, parce que les gens s'intéressent peu aux questions européennes et qu'ils sont peu informés des questions européennes. Ils ont peu de temps à leur consacrer, comme à la politique.

Il y a une tentative des partis de parvenir à des convergences européennes, voire à des agendas communs. Il y a des tentatives des médias d'ouvrir quelques fenêtres sur les voisins. Pour autant, on vote en fonction du gouvernement en place, pour le sanctionner le plus fréquemment. Il faut accepter ça. Mais il y a toujours une forte demande d'Europe. Il y a une demande de protection sociale, de protection environnementale, il y a aussi une demande géopolitique, qui offrent des opportunités de développement pour l'Europe. La vraie question s'adresse donc aux élites nationales : qu'est-ce qu'on donne à l'Europe à faire et comment on essaie de répondre aux demandes de manière coordonnée ? ■

Propos recueillis par
MAROUN LABAKI

NOMBRE DE DÉPUTÉS PAR ÉTAT
MEMBRE POUR LES ÉLECTIONS
DE JUIN 2009

(Nombre total de députés : 736)



Vents eurosceptiques

► Les contempteurs de l'UE gagnent du terrain... en ordre dispersé.

Ce n'est pas d'hier que plusieurs formations politiques font campagne aux élections européennes sur des programmes plus ou moins hostiles au fonctionnement de l'Union européenne voire à son essence même. Lors des élections de juin 2009, la vague eurosceptique pourrait cependant prendre une ampleur inédite et emporter plus d'une centaine des 736 sièges du nouveau Parlement européen.

"L'euroscepticisme s'était déjà traduit électoralement lors des élections de 2004", rappelle Pascal Delwit de l'Université libre de Bruxelles. Depuis, cependant, "beaucoup d'éléments ont changé la donne. Emergent de nouvelles formes de résistance à l'Union européenne, des formes de repli et d'inquiétude", poursuit le politologue. En témoignage, selon lui, les rejets français et néerlandais du traité constitutionnel en 2005 et irlandais du traité de Lisbonne en 2007 : des "non" venus d'Etats membres fondateurs ou "de deuxième génération".

Plusieurs raisons expliquent cette tendance au repli sur soi. Le passage de l'UE de 15 à 27 Etats membres en 2004 puis en 2007 n'a pas encore été digéré par les citoyens des "anciens" Etats membres. De plus, certains partis de pays d'Europe centrale et orientale, plus ou moins radicaux

dans leur critique de l'UE ont gonflé les rangs eurosceptiques, dont les conservateurs polonais de Droit et justice (PiS), les libéraux de l'ODS du président tchèque Vaclav Klaus...

Ensuite, l'UE est prise dans la tourmente économique. Et, comme le souligne Pascal Delwit, "on remarque dans les sondages Eurobaromètres la relation directe entre le niveau de satisfaction, ou d'insatisfaction, par rapport à l'UE et la conjoncture économique. Il y a une représentation, à la fois subjective et objective que l'Union ne se préoccupe pas des vrais problèmes des citoyens".

Enfin, la complexité du fonctionnement des institutions européennes achève de miner la confiance des Européens dans une Union en manque de légitimité citoyenne, sinon démocratique. Autant d'éléments dont les forces eurosceptiques devraient tirer parti.

Avec quelles conséquences politiques ? D'abord faut-il s'entendre sur la définition du qualificatif eurosceptique. Tout le monde ne peut pas, loin de là, être mis dans le même panier. Les contempteurs de l'UE se recrutent autant à gauche qu'à droite. Aux extrêmes du spectre politique, mais également dans les rangs des partis "de pouvoir". "Il y a deux types de formations eurosceptiques", précise le politologue. "Celles qui, comme l'UKIP britannique, le Mouvement de juin danois ou le Mouvement pour la France" de Villiers, "rejetent l'UE et pour lesquelles le Parlement européen constitue une tribune. Et celles, plus modérées, qui ont des réserves vis-à-vis de l'Union, mais ne peuvent pas se contenter d'un rôle de spectateur".

Comme les conservateurs britanniques qui, après avoir quitté les rangs du PPE,

entendent redistribuer les cartes eurosceptiques. Les Tories draguent l'ODS et le Pis pour former un nouveau groupe parlementaire, que pourraient également rejoindre le Parti du peuple danois et la Ligue du Nord. Des défections auxquelles ne survivrait sans doute pas le groupe Union pour l'Europe des Nations.

Reste le cas Libertas. La plateforme d'origine irlandaise anti-traité de Lisbonne, mène, avec plus ou moins de succès, une campagne transnationale. De quoi rassembler assez d'élus (25) pour créer son groupe ? Pas sûr.

Quoi qu'il en soit, si les eurosceptiques venaient à gagner du terrain électoral, "la Commission et le Conseil devront en tenir compte", avertit Pascal Delwit. "Et ce sera plus difficile pour eux de présenter leur projet devant le Parlement". Le camp europhile retient son souffle.

Olivier le Bussy

Épinglé

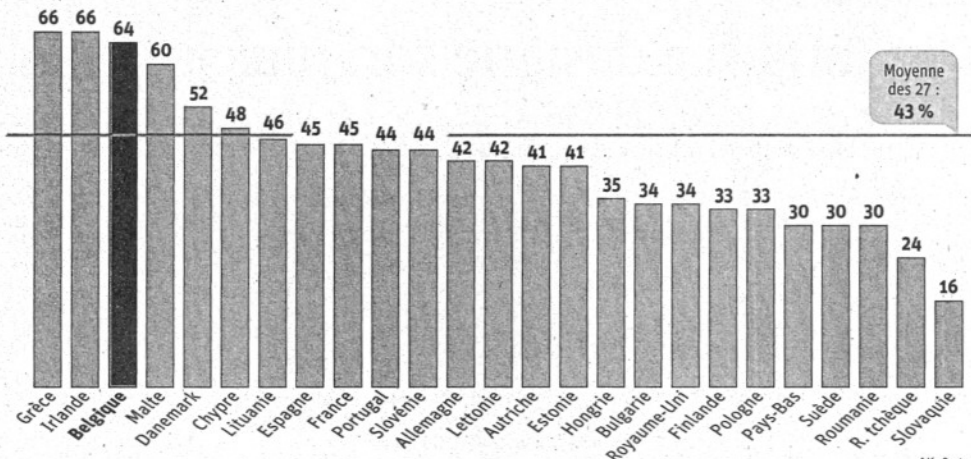
Voter, moi ? Jamais

Le taux de participation aux européennes devrait passer sous la barre des 45 %. Notamment, estime Pascal Delwit, parce qu'au contraire des élections traditionnelles, les européennes ne "sanctionnent" pas un pouvoir sortant. "Tant qu'on n'a pas une dynamique où l'électeur peut sentir que son vote est source de changement", l'absentéisme aura de beaux jours devant lui, juge le politologue.

La participation aux élections européenne

■ Proportion d'électeurs se déclarant tout à fait certains d'aller voter (en %)

(Sondage TNS Opinion effectué du 4 au 15 mai 2009 auprès de 27 218 citoyens européens inscrits sur les listes électorales)



106 - Reuters